

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATRIÈME SESSION

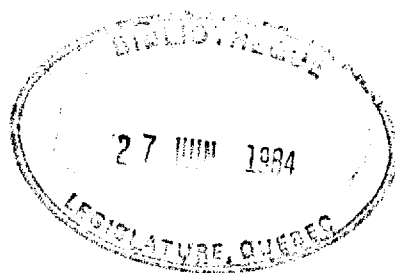
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 81

Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives

Présentation

**Présenté par
M. Jacques Léonard
Ministre des Transports**



**Éditeur officiel du Québec
1984**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie principalement le Code de la sécurité routière en vue d'instaurer un système d'enregistrement des véhicules routiers, d'améliorer les règles applicables aux suspensions et aux révocations des permis délivrés en vertu du code et celles qui sont applicables à la délivrance des permis restreints.

Le nouveau système d'enregistrement proposé vise à assurer un meilleur contrôle du parc automobile et l'identification constante du propriétaire d'un véhicule sur le réseau routier. De nouvelles normes y sont également énoncées afin de faciliter le contrôle de la vente de véhicules, qu'ils soient neufs, usagés ou recyclés.

D'autres modifications proposées par ce projet visent à assurer un meilleur contrôle des personnes titulaires de permis autorisant l'exploitation d'une école pour l'enseignement de la conduite d'un véhicule de promenade ou d'une motocyclette et de celles qui sont titulaires de permis autorisant l'enseignement de la conduite de ces véhicules.

Ce projet de loi prévoit la délivrance, par une municipalité, de permis de stationnement pour les véhicules transportant des personnes handicapées qui seront reconnus partout au Québec ainsi qu'à l'extérieur du Québec dans le cadre d'une entente.

Ce projet de loi corrige des problèmes d'application de certaines règles de circulation et modifie quelques normes relatives aux accessoires et aux équipements des véhicules routiers. Il vise, par ailleurs, à améliorer l'administration du programme de vérification mécanique notamment par la délivrance de certificats de conformité mécanique et de rapports de vérification mécanique.

Enfin, diverses dispositions sont modifiées ou reformulées dans le but d'accroître l'efficacité générale de l'application du code par la Régie.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

- 1° le Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1);
- 2° la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25);

3° la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1);

4° la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre R-4);

5° la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1);

6° la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives (1982, chapitre 59);

7° la Charte de la Ville de Montréal (1959/1960, chapitre 102);

8° la Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95).

Projet de loi 81

Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1), modifié par l'article 98 du chapitre 46 des lois de 1983, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement de la définition du mot « agriculteur » par la suivante:

« **agriculteur** »: une personne physique membre d'une association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28), ou une personne propriétaire ou locataire d'une ferme et dont l'agriculture est la principale activité; »;

2° par le remplacement de la définition du mot « cyclomoteur » par la suivante:

« **cyclomoteur** »: un véhicule routier, à deux ou trois roues, dont la masse n'excède pas 60 kg, muni d'un moteur d'une cylindrée d'au plus 50 cm³; »;

3° par l'insertion, après la définition des mots « ensemble de véhicules routiers », de la suivante:

« **garagiste** »: une personne qui exploite un établissement où les véhicules routiers sont, moyennant rémunération, entretenus ou réparés à l'exception d'un établissement où les véhicules ne sont que remisés ou stationnés; »;

4° par l'insertion, après la définition des mots « plaque d'immatriculation », de la suivante:

« **«recycleur»** : une personne qui fait le commerce de recevoir des véhicules routiers mis au rancart ou des pièces de véhicules routiers qu'elle revend, de vendre des carcasses de véhicules ou de remettre en circulation des véhicules routiers qu'elle monte avec les pièces ou les véhicules reçus; »;

5° par le remplacement de la définition du mot « signalisation » par la suivante:

« **«signalisation»** : un signal lumineux ou sonore, un panneau, une ligne de démarcation ou un dispositif, destiné à interdire, régir ou contrôler la circulation ou le stationnement ou à informer; »;

6° par le remplacement de la définition des mots « véhicule de commerce privé » par la suivante:

« **«véhicule de commerce privé»** : un véhicule automobile servant principalement à un transport de biens qui ne nécessite aucun permis de la Commission des transports du Québec ou de la Régie des marchés agricoles du Québec; »;

7° par le remplacement de la définition des mots « véhicule de commerce public » par la suivante:

« **«véhicule de commerce public»** : un véhicule automobile servant principalement à un transport de biens qui nécessite un permis de la Commission des transports du Québec ou de la Régie des marchés agricoles du Québec; »;

8° par le remplacement de la définition des mots « véhicule de promenade » par la suivante:

« **«véhicule de promenade»** : un véhicule automobile autre qu'une motocyclette, un vélomoteur, un cyclomoteur et un mini-bus, agencé pour le transport d'au plus 10 personnes à la fois, lorsque ce transport ne nécessite aucun permis de la Commission des transports du Québec ou de la Régie des marchés agricoles du Québec; »;

9° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le présent code comprend les règlements adoptés par le gouvernement et la Régie. ».

2. L'article 2 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

« Est considéré comme propriétaire aux fins de l'immatriculation d'un véhicule routier la personne qui loue un véhicule routier pour une période d'au moins un an.

La personne au nom de laquelle un véhicule routier est immatriculé est responsable d'une infraction imputable au propriétaire en vertu du présent code. ».

3. L'intitulé du chapitre II de ce code est remplacé par le suivant:

« ENREGISTREMENT ET IMMATRICULATION ».

4. L'article 4 de ce code est remplacé par le suivant:

« **4.** Le propriétaire d'un véhicule routier possédé au Québec doit l'enregistrer à moins qu'il n'en soit exempté par le présent code.

Le propriétaire qui utilise ou laisse utiliser au Québec un véhicule routier doit l'immatriculer à moins qu'il n'en soit exempté par le présent code. ».

5. Les articles 6 à 11 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **6.** Sont exempts d'enregistrement et d'immatriculation:

1° la machinerie agricole déterminée par règlement du gouvernement et dont un agriculteur est propriétaire;

2° la remorque ou la semi-remorque louée pour une période n'excédant pas 12 mois si:

a) sa masse sans chargement est d'au plus 900 kg;

b) son propriétaire n'est pas tenu d'être titulaire d'un permis de location de la Commission des transports du Québec;

c) le contrat de location est conclu à l'extérieur du Québec;

d) elle est en la possession du locataire;

3° le véhicule de promenade, la motocyclette, le vélomoteur, le cyclomoteur, la remorque ou la semi-remorque d'une personne dont la résidence principale est située hors du Québec, pour une période de six mois consécutifs depuis l'arrivée du véhicule au Québec, si:

a) le véhicule est immatriculé conformément à la loi du lieu de la résidence principale ou de la place d'affaires de cette personne et il porte des plaques d'immatriculation valides de ce lieu;

b) le conducteur fournit, à la demande de la Régie ou d'un agent de la paix, la preuve de cette immatriculation.

«**7.** Est exempt d'enregistrement et, s'il n'est pas utilisé sur un chemin public, d'immatriculation, le véhicule routier entreposé par le fabricant ou, pendant sa livraison, celui livré par le fabricant à un commerçant.

«**8.** Sont exempts d'immatriculation, sauf s'ils sont utilisés sur un chemin public:

1° le véhicule d'hiver, dans les cas prévus par règlement du gouvernement;

2° le tracteur de ferme dont un agriculteur est propriétaire;

3° le véhicule routier possédé et entreposé par un commerçant en vue de le vendre. ».

6. L'article 12 de ce code est remplacé par le suivant:

«**12.** Le propriétaire d'un véhicule routier demande l'enregistrement selon les formalités déterminées par règlement de la Régie et doit accompagner sa demande d'une déclaration contenant tous les renseignements requis par règlement du gouvernement. Cette demande doit être accompagnée du paiement des droits fixés par règlement de la Régie. ».

7. L'article 13 de ce code, remplacé par l'article 38 du chapitre 59 des lois de 1982, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**13.** Le propriétaire d'un véhicule routier demande l'immatriculation ou son renouvellement selon les formalités déterminées par règlement de la Régie et doit accompagner sa demande d'une déclaration contenant tous les renseignements requis par règlement du gouvernement. Cette demande doit être accompagnée du paiement des droits fixés par règlement de la Régie.

Pour obtenir l'immatriculation d'un véhicule routier ou son renouvellement, le propriétaire doit, pour le véhicule routier concerné, fournir à la Régie une déclaration conformément à l'article 96 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25) et lui verser le montant fixé en vertu de l'article 151 de cette loi ainsi que les droits d'immatriculation fixés par règlement du gouvernement; il doit de plus satisfaire aux autres formalités et conditions fixées par règlement du gouvernement. ».

8. L'article 14 de ce code est abrogé.

9. L'article 15 de ce code est remplacé par le suivant:

« **15.** L'enregistrement et l'immatriculation d'un véhicule routier dont une société est propriétaire s'effectuent au nom de l'associé qui en fait la demande.

L'enregistrement et l'immatriculation d'un véhicule routier possédé en copropriété s'effectuent au nom du copropriétaire qui en fait la demande. ».

10. Les articles 19 et 20 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **19.** La Régie doit refuser d'enregistrer un véhicule routier si celui qui en fait la demande n'est pas en mesure de prouver qu'il en est le propriétaire, le copropriétaire ou que le véhicule est la propriété de la société dont il fait partie.

« **19.1** La Régie peut refuser d'enregistrer un véhicule routier si le propriétaire ne satisfait pas aux conditions prévues à l'article 12.

« **20.** La Régie doit refuser d'immatriculer un véhicule routier ou de renouveler son immatriculation si:

1° l'immatriculation du véhicule routier de celui qui en fait la demande ou son droit d'en obtenir une fait l'objet d'une suspension prévue aux articles 152, 158 ou 160;

2° le propriétaire ne se conforme pas à l'article 84 de la Loi sur l'assurance automobile;

3° celui qui en fait la demande n'a pas obtenu l'autorisation préalable de la Commission des transports du Québec dans un cas prévu à l'article 35 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12);

4° un rapport de vérification mécanique atteste que le véhicule présente des défauts mineurs qui n'ont pas été réparés dans le délai prévu à l'article 263 ou des défauts majeurs;

5° celui qui en fait la demande n'est pas en mesure de prouver qu'il est le propriétaire ou le copropriétaire du véhicule ou que le véhicule est la propriété de la société dont il fait partie.

« **20.1** La Régie peut refuser d'immatriculer un véhicule routier ou de renouveler son immatriculation si:

1° le propriétaire ne satisfait pas aux conditions prévues aux articles 13, 16 ou 17 ainsi qu'à celles que prévoit un règlement du gouvernement;

2° le propriétaire est déjà débiteur de la Régie à l'égard d'une demande d'immatriculation ou de permis ou de leur renouvellement;

3° le propriétaire ne fournit pas un certificat de conformité mécanique dans les cas où un règlement du gouvernement prescrit l'exigence d'un tel certificat. ».

11. L'article 23 de ce code est remplacé par le suivant:

«**23.** Le certificat d'enregistrement et le certificat d'immatriculation délivrés par la Régie contiennent les renseignements déterminés par règlement du gouvernement.

Le titulaire d'un certificat d'enregistrement et le titulaire d'un certificat d'immatriculation doivent le signer. Ces certificats doivent porter la marque d'identification de la Régie ou la signature de la personne autorisée par celle-ci. ».

12. L'intitulé de la section III du chapitre II de ce code est remplacé par le suivant:

«CONDITIONS ATTACHÉES À L'ENREGISTREMENT
ET À L'IMMATRICULATION».

13. L'article 25 de ce code est remplacé par le suivant:

«**25.** Le propriétaire au nom duquel un véhicule routier est enregistré ou immatriculé au Québec doit informer la Régie de tout changement d'adresse dans les 30 jours qui suivent ce changement. ».

14. L'article 28 de ce code est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

«Le propriétaire d'un véhicule routier doit apposer la vignette délivrée par la Régie à l'endroit qu'elle détermine par règlement. ».

15. L'article 32 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**32.** La personne qui conduit un véhicule routier sur un chemin public doit avoir avec elle, en plus des documents visés à l'article 87, le certificat d'enregistrement et le certificat d'immatriculation du véhicule ainsi que l'attestation d'assurance ou de solvabilité prévue par la Loi sur l'assurance automobile. ».

16. Les articles 34 à 37 de ce code sont remplacés par les suivants:

«**34.** Lors de la cession du droit de propriété d'un véhicule routier entre deux personnes qui ne sont pas des commerçants, des assureurs ou des recycleurs, le cédant doit, sans délai, remettre à la Régie le certificat d'enregistrement après l'avoir endossé.

« **35.** Lors de la cession du droit de propriété d'un véhicule routier à un commerçant, à un assureur ou à un recycleur, le cédant doit remettre au commerçant, à l'assureur ou au recycleur, le certificat d'enregistrement après l'avoir endossé et le commerçant, l'assureur ou le recycleur doit, sans délai, le remettre à la Régie.

« **36.** Lors de la cession du droit de propriété d'un véhicule routier par un commerçant, un assureur ou un recycleur, le cédant doit remettre au cessionnaire le certificat d'enregistrement après l'avoir endossé et aviser la Régie de cette cession; le cessionnaire doit, sans délai, le remettre à la Régie.

« **37.** Lors de la cession du droit de propriété d'un véhicule routier, le cédant doit remettre à la Régie le certificat d'immatriculation et la plaque d'immatriculation.

Le premier alinéa ne s'applique pas au propriétaire pour le véhicule routier qu'il loue pendant au moins un an. ».

17. Les articles 38 et 39 de ce code sont abrogés.

18. Les articles 40 à 44 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **40.** Le recycleur doit tenir un registre dans lequel il doit:

1° inscrire le numéro d'identification de tout véhicule routier qu'il reçoit;

2° décrire les pièces majeures de tout véhicule routier qu'il reçoit soit, le moteur, la transmission, le pont arrière, la traction avant, le capot, la calandre, les ailes, les pare-chocs, le panneau de lunette arrière, les panneaux latéraux, le couvercle du coffre et les portes;

3° décrire toute pièce majeure, visée au paragraphe 2°, qu'il reçoit;

4° inscrire la date de réception ou d'acquisition d'un véhicule routier ou d'une pièce majeure visée au paragraphe 2°, de même que les nom et adresse de la personne de qui il l'a reçu.

« **40.1** Le recycleur doit en tout temps, à la demande d'un agent de la paix ou d'un officier de la Régie, lui permettre de vérifier son registre.

« **41.** Un commerçant ou un recycleur qui vend un véhicule routier monté par un recycleur doit remettre à l'acheteur un certificat de conformité mécanique indiquant que le véhicule routier satisfait aux exigences du code.

« **42.** Le propriétaire inscrit sur le certificat d'enregistrement qui met au rancart un véhicule routier doit remettre à la Régie le certificat

d'immatriculation et la plaque d'immatriculation. La Régie inscrit sur le certificat d'enregistrement que le véhicule est mis au rancart.

«**42.1** Lorsqu'un véhicule routier est exempté par règlement d'enregistrement uniquement, les articles 34 à 36 et 42 s'appliquent au certificat d'immatriculation comme s'il s'agissait d'un certificat d'enregistrement.

«**43.** La Régie doit suspendre l'immatriculation d'un véhicule routier si:

1° l'immatriculation du véhicule routier de celui qui en fait la demande ou son droit d'en obtenir une fait l'objet d'une suspension prévue aux articles 152, 158 ou 160;

2° celui qui en fait la demande n'a pas obtenu l'autorisation préalable de la Commission des transports du Québec dans un cas prévu à l'article 35 de la Loi sur les transports;

3° un rapport de vérification mécanique atteste que le véhicule présente des défauts mineurs qui n'ont pas été réparés dans le délai prévu à l'article 263 ou des défauts majeurs.

«**44.** La Régie peut suspendre l'immatriculation d'un véhicule routier si:

1° le propriétaire ne satisfait plus aux conditions prévues aux articles 13, 16 ou 17 ainsi qu'à celles que prévoit un règlement du gouvernement;

2° elle a été obtenue à la suite de fausses représentations. ».

19. L'article 46 de ce code est remplacé par le suivant:

«**46.** Le propriétaire d'un véhicule routier dont l'immatriculation est suspendue doit retourner à la Régie le certificat et la plaque d'immatriculation de ce véhicule routier.

Lorsque le propriétaire refuse ou omet de se soumettre à cette exigence, la Régie peut demander à un agent de la paix de confisquer le certificat et la plaque d'immatriculation et le propriétaire doit remettre sur-le-champ son certificat et sa plaque d'immatriculation à l'agent de la paix qui lui en fait la demande. ».

20. L'article 48 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des nombres et du mot « ,28 ou 42 » par le nombre et le mot « ou 28 ».

21. L'article 49 de ce code est remplacé par le suivant:

«**49.** Quiconque conduit sur un chemin public un véhicule routier dont la plaque d'immatriculation est endommagée au point d'empêcher l'identification du propriétaire du véhicule routier au moyen de cette plaque commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 25 \$ à 50 \$. ».

22. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 53, du suivant:

«**53.1** Une personne ne peut utiliser ou laisser utiliser un véhicule routier dont l'immatriculation est suspendue.

Quiconque utilise ou laisse utiliser ce véhicule routier commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 200 \$ à 500 \$. ».

23. L'article 54 de ce code est remplacé par le suivant:

«**54.** Quiconque contrevient aux articles 4, 5, 34, 35, 40, 40.1, 41 ou 42 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 100 \$ à 200 \$. ».

24. L'article 56 de ce code est remplacé par le suivant:

«**56.** Quiconque altère une plaque d'immatriculation au point d'empêcher l'identification du propriétaire d'un véhicule routier au moyen de cette plaque ou conduit sur un chemin public un véhicule routier muni d'une plaque ainsi altérée, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 200 \$ à 500 \$.

Le propriétaire du véhicule routier muni d'une plaque ainsi altérée est passible, en outre des frais, d'une amende de 200 \$ à 500 \$, à moins qu'il ne démontre que l'altération de la plaque a été faite à son insu. ».

25. L'article 58 de ce code, modifié par l'article 39 du chapitre 59 des lois de 1982 et par l'article 99 du chapitre 46 des lois de 1983, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«2° déterminer les droits d'immatriculation exigibles selon les catégories ou les sous-catégories de véhicules routiers, selon leur usage, selon l'identité de leur propriétaire ou en fonction du territoire où ils sont utilisés, et prévoir les modalités de versement de ces droits; »;

2° par le remplacement des paragraphes 7° et 8° par les suivants:

«7° déterminer, selon l'identité du propriétaire, les renseignements qui doivent être fournis lors d'une demande d'enregistrement, lors d'une demande d'immatriculation ou de son renouvellement ainsi que la forme

et le contenu du certificat d'enregistrement et du certificat d'immatriculation;

« 8° prévoir, aux conditions qu'il détermine, d'autres cas d'exemption totale ou partielle de l'application de l'article 4 et déterminer la machinerie agricole exemptée d'enregistrement et d'immatriculation ainsi que les véhicules d'hiver exemptés d'immatriculation; »;

3° par l'addition, dans la première ligne du paragraphe 11°, après le mot « délivrance » des mots « ou de renouvellement ».

26. L'article 59 de ce code est remplacé par le suivant:

« **59.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, nommer des personnes pour effectuer, pour le compte de la Régie, l'enregistrement et l'immatriculation des véhicules routiers et toute autre opération afférente et déterminer le montant et le mode de leur rémunération. ».

27. L'article 61 de ce code est remplacé par le suivant:

« **61.** Le permis restreint autorise, dans l'exécution du principal travail dont une personne tire sa subsistance, la conduite d'un véhicule routier sur un chemin public pendant la révocation d'un permis de conduire. ».

28. Les articles 63 et 64 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **63.** Le permis d'école de conduite autorise l'exploitation, moyennant rémunération, d'une école pour l'enseignement de la conduite d'un véhicule de promenade ou d'une motocyclette afin d'obtenir ou de conserver un permis de conduire ou une classe de permis de conduire.

« **64.** Le permis d'enseignement autorise à enseigner, moyennant rémunération, la conduite d'un véhicule de promenade ou d'une motocyclette dans une école de conduite. ».

29. L'intitulé de la section II du chapitre III de ce code est remplacé par le suivant:

« PERMIS DE CONDUIRE, PERMIS D'APPRENTI-CONDUCTEUR,
CERTIFICAT DE COMPÉTENCE ET PERMIS RESTREINT ».

30. L'article 67 de ce code est remplacé par le suivant:

« **67.** Pour conduire un cyclomoteur sur un chemin public, une personne doit être titulaire d'un permis de conduire ou d'un certificat de compétence.

Ce certificat est délivré par la Régie; cependant, le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, nommer des personnes pour délivrer, pour le compte de la Régie, ce certificat et déterminer le montant et le mode de leur rémunération.».

31. L'article 69 de ce code, remplacé par l'article 3 du chapitre (*inscrire ici le numéro de chapitre du projet de loi 76 de 1984*) des lois de 1984, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**69.** Pour obtenir un permis de conduire, une personne doit être âgée d'au moins 16 ans, avoir réussi les examens de compétence de la Régie et satisfaire aux autres conditions prescrites par règlement du gouvernement.

Pour obtenir un permis autorisant la conduite d'un véhicule de promenade, la personne doit avoir suivi avec succès un cours de conduite d'un véhicule de promenade approuvé par la Régie et pour obtenir un permis autorisant la conduite d'une motocyclette, elle doit avoir suivi avec succès un cours de conduite de motocyclette approuvé par la Régie.».

32. L'article 69.1 de ce code, édicté par l'article 3 du chapitre (*inscrire ici le numéro de chapitre du projet de loi 76 de 1984*) des lois de 1984, est abrogé.

33. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 70, du suivant:

«**70.1** Pour obtenir un certificat de compétence, une personne doit être âgée d'au moins 14 ans et satisfaire aux autres conditions prescrites par règlement du gouvernement.».

34. L'article 71 de ce code est modifié par le remplacement de la deuxième ligne par la suivante: « , d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un certificat de compétence avec le consentement écrit du ».

35. L'article 72 de ce code, modifié par l'article 40 du chapitre 59 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement de la deuxième ligne par la suivante: «un permis de conduire, un permis d'apprenti-conducteur ou un certificat de compétence si cette».

36. L'article 73 de ce code est remplacé par le suivant:

«**73.** La Régie peut exiger d'une personne qui demande un permis qu'elle se soumette à un examen médical ou optométrique et qu'elle lui remette un rapport de cet examen dans les plus brefs délais. La Régie peut exiger que cette personne soit examinée par un optométriste, par un médecin de la spécialité qu'elle détermine ou par un optométriste ou un médecin qu'elle désigne nommément.».

37. L'article 74 de ce code est remplacé par le suivant:

«**74.** Le permis de conduire et le certificat de compétence sont valides pour la période déterminée par règlement du gouvernement. ».

38. L'article 77 de ce code est remplacé par le suivant:

«**77.** Le titulaire d'un permis doit le signer. Ce permis doit porter la marque d'identification de la Régie ou la signature d'une personne autorisée par celle-ci. ».

39. L'article 78 de ce code est modifié par la suppression, à la fin du paragraphe 2°, des mots et des nombres «imposée en vertu des articles 101, 152, 158 ou 160».

40. L'article 79 de ce code est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

«1° elle ne satisfait pas aux conditions prescrites aux articles 69, 71, 72 ou 99; »;

2° par l'abrogation du paragraphe 4°.

41. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 79, du suivant:

«**79.1** La Régie doit refuser de délivrer un certificat de compétence à une personne si:

1° elle ne satisfait pas aux conditions prescrites aux articles 70.1, 71 ou 72;

2° son certificat de compétence est suspendu. ».

42. L'article 80 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

«1° elle ne satisfait pas aux conditions prévues aux articles 72 ou 99; ».

43. L'article 81 de ce code est remplacé par les suivants:

«**81.** La Régie doit refuser de délivrer ou de renouveler un permis de conduire, un permis d'apprenti-conducteur ou un certificat de compétence si:

1° selon un rapport médical ou optométrique, la personne qui en fait la demande est atteinte d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation qui, selon le guide médical et optométrique prescrit par règlement de la Régie, est incompatible avec l'obtention d'un tel

permis, sauf s'il est démontré, de la façon prévue à l'article 173.1 et dans les cas où le guide le permet expressément, que la personne concernée peut conduire sans danger pour la sécurité un véhicule routier correspondant au permis qu'elle demande;

2° celui qui en fait la demande est sous le coup d'une interdiction absolue de conduire.

«**81.1** La Régie peut refuser de délivrer ou de renouveler un permis de conduire, un permis d'apprenti-conducteur ou un certificat de compétence si la personne qui en fait la demande:

1° fait défaut de se conformer à une décision prise en vertu de l'article 73;

2° selon un rapport médical ou optométrique, est atteinte d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation qui, selon l'avis du comité consultatif médical et optométrique, est incompatible avec l'obtention du permis qu'elle demande;

3° refuse de se soumettre à un examen de compétence ou y subit un échec;

4° fait défaut de se conformer à une décision prise en vertu des articles 103.1 ou 115;

5° est débitrice de la Régie à l'égard d'une demande d'immatriculation ou de permis ou de leur renouvellement. ».

44. L'article 86 de ce code est abrogé.

45. L'article 87 de ce code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Si un document délivré par la Régie et visé au premier alinéa est endommagé, le titulaire doit en demander le remplacement. Sur preuve qu'un de ces documents a été endommagé, détruit, perdu ou volé la Régie, sur paiement des droits fixés par règlement, en effectue le remplacement. ».

46. L'article 91 de ce code est remplacé par le suivant:

«**91.** La Régie établit les formalités, les modalités et le contenu des examens de compétence requis pour obtenir un permis de conduire, un permis d'apprenti-conducteur ou un certificat de compétence. ».

47. L'article 92 de ce code, modifié par l'article 98 du chapitre 46 des lois de 1983, est remplacé par le suivant:

« **92.** La Régie peut exiger que le titulaire d'un permis de conduire, d'un permis d'apprenti-conducteur ou d'un certificat de compétence se soumette à un examen visé aux articles 73 ou 91 si:

- 1° il est âgé de 70 ans ou plus;
- 2° il détient un permis qui fait l'objet d'une suspension;
- 3° son permis l'autorise à conduire un véhicule de commerce public, un taxi, un autobus ou un mini-bus;
- 4° elle a des motifs raisonnables de vérifier son comportement de conducteur sur un chemin public ou son état de santé;
- 5° il détient un permis de conduire depuis plus de cinq ans. ».

48. L'article 95 de ce code est remplacé par le suivant:

« **95.** Dans la présente division, le mot « sanction » signifie une révocation de permis ou une suspension du droit d'obtenir un permis imposée en vertu des articles 95.2 ou 97.

Lorsqu'une personne fait l'objet de plus d'une sanction à la fois, celles-ci doivent être imposées de façon successive. ».

Le mot « sanction » comprend également une révocation de permis ou une suspension du droit d'obtenir un permis imposée en vertu de l'article 95 tel qu'en vigueur le (*inscrire ici la date précédant celle de l'entrée en vigueur du présent article*) ou une décision rendue en vertu de l'article 97 avant le (*inscrire ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*).

49. L'article 95.1 de ce code, édicté par l'article 100 du chapitre 46 des lois de 1983, est remplacé par les suivants:

« **95.1** Lorsque la Régie est avisée qu'une personne a été déclarée coupable d'un acte criminel relié à l'exploitation du transport par taxi, elle doit:

- 1° révoquer la classe du permis de conduire de cette personne autorisant la conduite d'un taxi;
- 2° suspendre, si elle n'est pas titulaire d'un permis de cette classe, son droit d'en obtenir un.

Aucun permis de conduire d'une classe autorisant la conduite d'un taxi ne peut être délivré à une personne faisant l'objet d'une décision rendue en vertu du premier alinéa à moins qu'il ne se soit écoulé un délai de cinq ans à partir de la date où la décision a pris effet.

« **95.2** Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction criminelle reliée à la conduite d'un véhicule routier ou d'une infraction

visée à l'article 140, son permis de conduire ou son permis d'apprenti-conducteur est révoqué et le juge qui prononce la déclaration de culpabilité doit ordonner la confiscation du permis pour qu'il soit remis à la Régie.

Si la personne n'est pas titulaire d'un tel permis, son droit d'en obtenir un est suspendu.

Le fait qu'une personne déclarée coupable d'une infraction criminelle visée au premier alinéa fasse l'objet d'une ordonnance de libération n'empêche pas la sanction d'être effective.

Une personne visée au deuxième alinéa de l'article 140 ne fait pas l'objet d'une sanction en vertu du présent article.

«**95.3** Toute déclaration de culpabilité pour une infraction visée à l'article 95.2 entraîne une sanction distincte.

Toutefois, lorsqu'une personne est déclarée coupable de plus d'une infraction prévue à l'article 234, au paragraphe 2° de l'article 235 ou à l'article 236 du Code criminel et que ces infractions se rapportaient à un même événement, elle ne fait l'objet que d'une seule sanction.

Le fait qu'une personne fasse l'objet d'une sanction en vertu de l'article 95.2 n'empêche pas la Régie de rendre une décision en vertu de l'article 95.1. ».

50. L'article 96 de ce code est remplacé par le suivant:

«**96.** La Régie doit suspendre le permis de conduire ou le permis d'apprenti-conducteur d'une personne ou son droit d'obtenir un tel permis, si elle n'en est pas titulaire, lorsqu'elle est visée aux articles 152, 158 ou 160 ou lorsqu'elle est sous le coup d'une interdiction absolue de conduire. ».

51. L'article 97 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«2° suspendre, si elle n'est pas titulaire d'un tel permis, son droit d'en obtenir un. ».

52. Les articles 98 et 99 de ce code sont remplacés par les suivants:

«**98.** La Régie doit suspendre le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le certificat de compétence d'une personne si, selon un rapport médical ou optométrique, elle est atteinte d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation qui, selon le guide médical et optométrique prescrit par règlement de la Régie, est incompatible avec l'obtention d'un tel permis, sauf s'il est démontré, de la façon prévue à l'article 173.1 et dans les cas où le guide le permet

expressément, que la personne concernée peut conduire sans danger pour la sécurité un véhicule routier correspondant au permis dont elle est titulaire.

«**98.1** La Régie peut suspendre le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le certificat de compétence d'une personne ou son droit d'en obtenir un, si elle n'en est pas titulaire, si:

1° elle fait défaut de se conformer à une décision prise en vertu de l'article 73;

2° selon un rapport médical ou optométrique, elle est atteinte d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation qui, selon l'avis du Comité consultatif médical et optométrique, est incompatible avec l'obtention du permis dont elle est titulaire;

3° elle refuse de se soumettre à un examen de compétence ou y subit un échec;

4° elle fait défaut de se conformer à une décision prise en vertu des articles 103.1 ou 115;

5° elle l'a obtenu à la suite de fausses représentations.

«**99.** Une personne qui fait l'objet d'une sanction doit, pour obtenir un permis de conduire ou un permis d'apprenti-conducteur, se conformer aux conditions et formalités particulières établies par règlement du gouvernement.

Un mineur doit, de plus, fournir un consentement écrit du titulaire de l'autorité parentale ou, à défaut d'un tel titulaire, de la personne qui en a la garde.

Aucun permis de conduire ou d'apprenti-conducteur ne peut être délivré à une personne qui fait l'objet d'une sanction à moins qu'il ne se soit écoulé, à partir de la date où la sanction a pris effet:

1° un délai de trois mois, s'il s'agit d'une première sanction ou s'il s'est écoulé au moins deux ans depuis qu'une sanction antérieure a pris effet;

2° un délai de six mois, s'il s'agit d'une deuxième sanction;

3° un délai de 12 mois, s'il s'agit d'une sanction ultérieure à une deuxième sanction.

«**99.1** La durée de la suspension d'un permis n'est pas limitée à sa période de validité. ».

53. Les articles 101 et 102 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **101.** Une personne ne peut conduire un cyclomoteur si son certificat de compétence ou son droit d'en obtenir un est suspendu.

« **102.** Un propriétaire, un locataire ou une personne qui a le contrôle d'un véhicule routier ne peut laisser conduire ce véhicule par une autre personne dont le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le droit d'en obtenir un fait l'objet d'une suspension ou d'une révocation, sauf si cette dernière est titulaire d'un permis restreint et qu'elle conduit le véhicule routier dans l'exécution du principal travail dont elle tire sa subsistance. ».

54. L'article 103 de ce code est modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

« **103.** Une personne dont le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le certificat de compétence fait l'objet d'une suspension ou d'une révocation doit retourner ce document à la Régie.

Lorsque cette personne refuse ou omet de retourner ce document, la Régie peut demander à un agent de la paix de le lui confisquer et cette personne doit alors remettre sur-le-champ son permis à l'agent de la paix qui lui en fait la demande. ».

55. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 103, du suivant:

« **103.1** La Régie peut ordonner à toute personne faisant l'objet d'une sanction de comparaître devant un fonctionnaire qu'elle désigne. Sur la recommandation du fonctionnaire, la Régie peut exiger que la personne concernée se conforme à toute mesure qu'elle juge opportune pour prévenir toute sanction. ».

56. Les articles 104 à 108 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **104.** Le juge qui déclare le titulaire d'un permis de conduire coupable d'une infraction visée au premier alinéa de l'article 95.2 peut, sur requête du titulaire du permis présentée immédiatement après le prononcé de la déclaration de culpabilité, ordonner à la Régie de lui délivrer un permis restreint, si cette personne lui démontre qu'elle doit conduire un véhicule routier dans l'exécution du principal travail dont elle tire sa subsistance.

Si cette personne n'a pas, pour un motif valable dont la preuve lui incombe, présenté sa requête au moment prévu par le premier alinéa, elle peut encore le faire en s'adressant, par requête, au même juge ou à un juge du même tribunal; si la déclaration de culpabilité n'a pas été prononcée au Québec, la requête peut alors être présentée suivant l'article 105.

« **105.** Un juge de la Cour provinciale peut ordonner à la Régie de délivrer un permis restreint à une personne qui fait l'objet d'un avis de révocation de permis de conduire en vertu de l'article 97, si cette personne lui démontre qu'elle doit conduire un véhicule routier dans l'exécution du principal travail dont elle tire sa subsistance.

Cette ordonnance est de la compétence d'un juge en chambre et peut être obtenue par requête portée devant le tribunal du domicile ou de l'établissement du requérant. Le greffier et le personnel du greffe doivent prêter leur assistance pour la rédaction de la requête à la personne qui le demande.

Si un juge de la Cour provinciale ne siège pas dans le district où la personne entend présenter sa requête, elle peut être adressée à un juge d'un autre tribunal, de juridiction civile, pénale ou criminelle, sauf à un juge d'une Cour municipale.

« **106.** Le juge indique dans l'ordonnance qu'il rend en vertu des articles 104 ou 105 que la Régie doit refuser de délivrer un permis restreint à la personne qui y est visée si, au moment où cette personne lui en fait la demande, elle est dans une des situations suivantes:

1° dans les deux années précédant la date de la révocation du permis de conduire du requérant, celui-ci a fait l'objet d'une révocation de permis ou d'une suspension du droit d'en obtenir un en vertu des articles 95.2 ou 97 ou a fait l'objet d'une décision rendue en vertu de l'article 97 qui n'a pas encore pris effet;

2° le requérant fait l'objet d'une suspension de permis de conduire;

3° le permis restreint autoriserait la conduite d'un véhicule routier que le permis de conduire du requérant ne l'autorisait pas à conduire;

4° le requérant fait l'objet, en plus d'une révocation du permis de conduire, d'une suspension du droit d'en obtenir un en vertu des articles 95.2 ou 97;

5° le motif invoqué pour obtenir un permis restreint est relié à l'exploitation du transport par taxi et le requérant fait l'objet d'une décision rendue en vertu de l'article 95.1;

6° le requérant est sous le coup d'une interdiction de conduire qui s'applique à la conduite d'un véhicule routier dans l'exécution du principal travail dont il tire sa subsistance.

« **107.** Un permis restreint est délivré pour une période excédant de 10 jours la période de révocation du permis de conduire, mais ne peut porter une date antérieure à celle où il est effectivement délivré.

« **107.1** Un permis restreint ne peut être délivré que si les droits fixés par règlement sont acquittés.

« **108.** Une décision rendue en vertu des articles 104 ou 105 est finale et sans appel. ».

57. L'article 109 de ce code, modifié par l'article 47 du chapitre 59 des lois de 1982, est remplacé par les suivants:

« **109.** La Régie, sur réception d'une ordonnance de délivrer un permis restreint, s'y conforme. Si la personne visée dans cette ordonnance est dans une situation visée à l'article 106, la Régie doit l'informer par écrit du motif qui justifie son refus de lui délivrer un permis restreint.

« **109.1** La Régie doit révoquer le permis restreint d'une personne si, après la date où il a été délivré:

1° le droit de cette personne d'obtenir un permis de conduire a été suspendu;

2° cette personne a fait l'objet d'une interdiction de conduire qui s'applique à la conduite d'un véhicule routier dans l'exécution du principal travail dont elle tire sa subsistance. ».

58. L'article 114 de ce code est modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes, des mots «lui rappelant ses pouvoirs de révocation» par les mots «de la teneur de l'article 97».

59. L'article 117 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Chaque fois que la Régie rend une décision en vertu de l'article 97, elle annule, dans le dossier de la personne concernée, le nombre de points qui lui a valu cette décision; les points les plus récents qui excèdent le nombre prévu demeurent inscrits. ».

60. Les articles 118 et 119 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **118.** Pour exploiter, moyennant rémunération, une école de conduite pour l'enseignement de la conduite d'un véhicule de promenade ou d'une motocyclette, une personne doit être titulaire d'un permis d'école de conduite.

Pour obtenir un permis d'école de conduite ou son renouvellement, le requérant doit être une personne physique qui agit pour son compte ou pour le bénéfice d'une corporation ou d'une société; il doit également satisfaire aux conditions d'obtention prescrites par règlement du gouvernement.

« **119.** Pour enseigner, moyennant rémunération, la conduite d'un véhicule de promenade ou d'une motocyclette, une personne doit être titulaire d'un permis d'enseignement. Elle doit également être à l'emploi d'une école de conduite et sous la surveillance, l'autorité et la responsabilité de cette école.

Pour obtenir un permis d'enseignement ou son renouvellement, une personne doit avoir réussi des examens de compétence, dont les formalités, les modalités et le contenu sont établis par la Régie, et satisfaire aux autres conditions prescrites par règlement du gouvernement. ».

61. L'article 124 de ce code est remplacé par les suivants:

« **124.** La Régie doit refuser de délivrer ou de renouveler un permis d'enseignement si:

1° selon un rapport médical ou optométrique, la personne qui en fait la demande est atteinte d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation qui, selon le guide médical et optométrique prescrit par règlement de la Régie, est incompatible avec l'obtention d'un tel permis, sauf s'il est démontré, de la façon prévue à l'article 173.1 et dans les cas où le guide le permet expressément, que la personne concernée peut conduire sans danger pour la sécurité un véhicule routier correspondant au permis qu'elle demande;

2° celui qui en fait la demande est sous le coup d'une interdiction absolue de conduire.

« **124.1** La Régie peut refuser de délivrer ou de renouveler un permis d'enseignement si la personne qui en fait la demande:

1° fait défaut de se conformer à une décision prise en vertu de l'article 73;

2° selon un rapport médical ou optométrique, est atteinte d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation qui, selon l'avis du comité consultatif médical et optométrique, est incompatible avec l'obtention du permis qu'elle demande;

3° refuse de se soumettre à un examen de compétence ou y subit un échec;

4° fait défaut de se conformer à une décision prise en vertu des articles 103.1 ou 115;

5° est débitrice de la Régie à l'égard d'une demande d'immatriculation ou de permis ou de leur renouvellement.

« **124.2** La Régie doit suspendre le permis d'enseignement d'une personne si, selon un rapport médical ou optométrique, elle est atteinte d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation qui, selon le guide médical et optométrique prescrit par règlement de la Régie, est incompatible avec l'obtention d'un tel permis, sauf s'il est démontré, de la façon prévue à l'article 173.1 et dans les cas où le guide le permet expressément, que la personne concernée peut conduire sans danger pour la sécurité un véhicule routier correspondant au permis dont elle est titulaire.

« **124.3** La Régie peut suspendre le permis d'enseignement d'une personne ou son droit d'en obtenir un, si elle n'en est pas titulaire, si:

1° elle fait défaut de se conformer à une décision prise en vertu de l'article 73;

2° selon un rapport médical ou optométrique, elle est atteinte d'une maladie, d'une déficience ou se trouve dans une situation qui, selon l'avis du comité consultatif médical et optométrique, est incompatible avec l'obtention du permis dont elle est titulaire;

3° elle refuse de se soumettre à un examen de compétence ou y subit un échec;

4° elle fait défaut de se conformer à une décision prise en vertu des articles 103.1 ou 115;

5° elle l'a obtenu à la suite de fausses représentations.

« **124.4** La Régie peut suspendre un permis d'école de conduite ou un permis d'enseignement:

1° si son titulaire ne remplit plus les conditions d'obtention de ce permis;

2° si son titulaire néglige ou refuse de se conformer à une demande de la Régie ou d'une personne désignée par elle, faite en vertu du présent code;

3° pour trois mois, si son titulaire commet, dans un délai de deux ans de la commission d'une infraction visée aux articles 142 à 142.3, une autre infraction à ces articles;

4° pour six mois, si son titulaire commet, dans un délai de deux ans de la commission d'une infraction visée aux articles 142 à 142.3, deux autres infractions à ces articles;

5° pour 12 mois, si son titulaire commet dans un délai de deux ans de la commission d'une infraction visée aux articles 142 à 142.3, plus de deux autres infractions à ces articles.

« **124.5** La Régie peut suspendre un permis d'école de conduite ou un permis d'enseignement pour une période additionnelle de 3, 6 ou 12 mois si le titulaire d'un tel permis continue d'exploiter une école de conduite ou d'enseigner la conduite d'un véhicule de promenade ou d'une motocyclette en étant sous le coup d'une suspension en vertu respectivement des paragraphes 3°, 4° ou 5° de l'article 124.4. ».

62. Ce code est modifié par l'insertion, après la section III du chapitre III, de la section suivante:

« SECTION III.1

« LICENCES ET PERMIS

« **124.6** Pour faire le commerce de véhicules routiers, une personne doit être titulaire d'une licence de commerçant délivrée par la Régie moyennant le paiement des droits et pour la durée qu'elle prescrit par règlement.

« **124.7** Une licence de commerçant ne peut être délivrée avant que la personne qui la demande ait fourni à la Régie un cautionnement.

Ce cautionnement garantit au propriétaire d'un véhicule routier volé, vendu par le commerçant, le remboursement du prix que ce propriétaire a payé à tout acheteur de ce véhicule routier pour en recouvrer la possession sur revendication comme chose volée. Dans ce cas, le propriétaire peut réclamer en son nom, du commerçant et de sa caution, le prix qu'il a payé de l'acheteur.

Ce cautionnement doit également garantir l'exécution d'un jugement ou d'une transaction mettant fin à une poursuite civile intentée en vertu de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1) entre un consommateur et un titulaire de licence.

« **124.8** Pour agir à titre de garagiste, une personne doit être titulaire d'une licence de garagiste délivrée par la Régie moyennant le paiement des droits et pour la durée qu'elle prescrit par règlement.

« **124.9** La licence de garagiste ne peut être délivrée avant que la personne qui la demande ait fourni à la Régie la preuve qu'elle satisfait à l'exigence de l'article 106 de la Loi sur l'assurance automobile.

« **124.10** Pour agir à titre de recycleur, une personne doit être titulaire d'une licence de recycleur délivrée par la Régie moyennant le paiement des droits et pour la durée qu'elle prescrit par règlement.

« **124.11** Une licence de recycleur ne peut être délivrée avant que la personne qui la demande ait fourni à la Régie un cautionnement.

Ce cautionnement garantit au propriétaire d'un véhicule routier volé, vendu par le recycleur, le remboursement du prix que ce propriétaire a payé à tout acheteur de ce véhicule routier pour en recouvrer la possession sur revendication comme chose volée. Dans ce cas, le propriétaire peut réclamer en son nom, du recycleur et de sa caution, le prix qu'il a payé à l'acheteur.

Ce cautionnement doit également garantir l'exécution d'un jugement ou d'une transaction mettant fin à une poursuite intentée en vertu de la Loi sur la protection du consommateur entre un consommateur et un titulaire de licence.

Ce cautionnement doit également garantir au propriétaire d'un véhicule volé, qui a été démantelé ou vendu en pièces détachées par un recycleur, le remboursement du prix, évalué au moment du vol, de ce véhicule sur réclamation en justice.

« **124.12** Il est défendu à toute personne d'offrir en vente ou de vendre un véhicule routier dans une foire, un marché, à l'encan ou à une vente publique autre que celle faite sous l'autorité de la loi, à moins que cette personne n'ait:

1° fourni à la Régie un cautionnement à l'effet de garantir à son acheteur qu'il est le propriétaire de ce véhicule routier, et à l'effet de garantir au propriétaire d'un véhicule volé, vendu par elle, le remboursement du prix que ce propriétaire a payé à tout acheteur de ce véhicule routier pour en recouvrer la possession sur revendication comme chose volée. Dans ce cas, le propriétaire peut réclamer en son nom, du commerçant et de sa caution, le prix qu'il a payé à l'acheteur;

2° obtenu de la Régie un permis pour vendre publiquement ce véhicule routier moyennant le paiement des droits et pour la durée qu'elle prescrit par règlement.

Lors de la vente du véhicule routier, la personne doit remettre ce permis à l'acquéreur.

« **124.13** Le montant du cautionnement visé aux articles 124.7, 124.11 et 124.12 est établi par le ministre des Transports.

Ce cautionnement doit être fourni selon le type, dans la forme, selon les modalités et aux conditions d'obtention déterminées par règlement de la Régie; il y est mis fin aux conditions qu'elle détermine.

« **124.14** La Régie peut refuser de délivrer ou révoquer une licence ou un permis si le commerçant, le garagiste, le recycleur ou la personne visée à l'article 124.12 ne respecte pas les obligations imposées en vertu de la présente section ou en vertu de la Loi sur la protection du consommateur.

Le titulaire d'une licence ou d'un permis révoqué doit le retourner à la Régie.

Lorsque ce titulaire refuse ou omet de retourner sa licence ou son permis, la Régie peut demander à un agent de la paix de le lui confisquer et ce titulaire doit remettre sur-le-champ sa licence ou son permis à l'agent de la paix qui lui en fait la demande.

La Régie consulte l'Office de la protection du consommateur lorsqu'il s'agit d'une infraction à la Loi sur la protection du consommateur.

« **124.15** La Régie peut suspendre une licence:

1° si son titulaire ne remplit plus les conditions d'obtention de cette licence;

2° pour trois mois, si son titulaire commet, dans un délai de deux ans de la commission d'une infraction visée à l'article 142.4, une autre infraction visée à cet article;

3° pour six mois, si son titulaire commet, dans un délai de deux ans de la commission d'une infraction visée à l'article 142.4, deux autres infractions visées à cet article;

4° pour 12 mois, si son titulaire commet, dans un délai de deux ans de la commission d'une infraction visée à l'article 142.4, plus de deux autres infractions visées à cet article.

« **124.16** La Régie peut suspendre une licence pour une période additionnelle de 3, 6 ou 12 mois si le titulaire d'une telle licence continue d'exploiter son commerce en étant sous le coup d'une suspension en vertu des paragraphes 2°, 3° ou 4° de l'article 124.15. ».

63. L'intitulé de la section IV du chapitre III de ce code est remplacé par le suivant:

« DROITS ET OBLIGATIONS D'UNE PERSONNE DONT LA RÉSIDENCE PRINCIPALE EST SITUÉE
HORS DU QUÉBEC ».

64. L'article 125 de ce code est modifié par le remplacement de la première ligne par la suivante:

« **125.** Une personne dont la résidence principale est située hors du Québec peut, si elle remplit les conditions prévues à ».

65. L'article 126 de ce code est remplacé par le suivant:

« **126.** L'étudiant, le coopérant ou le stagiaire, dont la résidence principale est située hors du Québec et qui réside au Québec, peut,

s'il remplit les conditions prévues à l'article 127, conduire un véhicule de promenade, une motocyclette, un vélomoteur ou un cyclomoteur pendant la durée de ses études ou de son stage, sans être titulaire d'un permis de conduire délivré par la Régie. ».

66. L'article 127 de ce code est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit:

« **127.** Les personnes visées aux articles 125 et 126 peuvent conduire, selon le cas, un véhicule routier ou un véhicule de promenade, une motocyclette, un vélomoteur ou un cyclomoteur, si: »;

2° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° cet autre gouvernement accorde le même droit à la personne, à l'étudiant, au coopérant ou au stagiaire, dont la résidence principale est située au Québec; ».

67. L'article 128 de ce code est remplacé par le suivant:

« **128.** Une personne dont la résidence principale est située hors du Québec, dont l'occupation principale est de conduire un véhicule routier et qui conduit un tel véhicule au Québec, est dispensée de l'obligation d'obtenir un permis de conduire de la Régie, lorsqu'elle est titulaire d'un permis de conduire valide délivré par un autre gouvernement l'autorisant à conduire le véhicule routier qu'elle conduit au Québec.

Toutefois, cette personne doit être titulaire d'un permis de conduire délivré par la Régie, si elle conduit un véhicule routier immatriculé uniquement au Québec. ».

68. L'article 129 de ce code est remplacé par le suivant:

« **129.** Une personne dont la résidence principale est située hors du Québec qui est titulaire d'un permis de conduire international valide délivré par son pays d'origine est autorisée à conduire un véhicule routier sur un chemin public. ».

69. Les articles 130 et 131 de ce code sont abrogés.

70. L'article 132 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Il peut toutefois, pendant une période de 90 jours suivant son établissement au Québec, conduire un véhicule de promenade, une motocyclette, un vélomoteur ou un cyclomoteur sans avoir obtenu un

permis de conduire délivré par la Régie, s'il est titulaire d'un permis délivré par une autre autorité administrative. ».

71. L'article 138 de ce code est remplacé par le suivant:

« **138.** Quiconque contrevient aux articles 90 ou 101 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 50 \$ à 100 \$. ».

72. L'article 139 de ce code est modifié par la suppression, dans la première ligne, du nombre « 65 ».

73. Les articles 140, 141 et 142 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **140.** Quiconque contrevient aux articles 65 ou 100 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 200 \$ à 500 \$.

Toutefois, dans le cas d'une contravention à l'article 65, si lors de la commission de l'infraction, le contrevenant n'a jamais été titulaire d'un permis de conduire ou d'un permis d'apprenti-conducteur ou n'était pas titulaire d'un tel permis depuis une période continue d'au plus trois mois, il est passible, en outre des frais, d'une amende de 100 \$ à 200 \$.

« **141.** Quiconque contrevient à l'article 103, au premier alinéa de l'article 119 ou donne sciemment un renseignement faux ou trompeur lors de la demande d'un permis, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 200 \$ à 500 \$.

« **142.** Quiconque contrevient au premier alinéa de l'article 118 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 500 \$ à 2 000 \$.

« **142.1** Quiconque emploie pour enseigner la conduite d'un véhicule de promenade ou d'une motocyclette une personne non titulaire d'un permis d'enseignement, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 500 \$ à 2 000 \$.

« **142.2** Quiconque contrevient à une disposition réglementaire déterminée en vertu du paragraphe 22° de l'article 143 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 200 \$ à 500 \$ s'il s'agit d'un titulaire de permis d'enseignement et de 500 \$ à 2 000 \$ s'il s'agit d'un titulaire d'un permis d'école de conduite.

« **142.3** Quiconque utilise sciemment, dans l'exploitation d'une école de conduite, tout ou partie de l'examen préparé par la Régie pour évaluer la compétence de ceux qui désirent obtenir un permis de conduire, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 500 \$ à 2 000 \$.

« **142.4** Quiconque contrevient aux articles 124.6, 124.8, 124.10, 124.12 ou 124.14 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 500 \$ à 2 000 \$. ».

74. L'article 143 de ce code, modifié par l'article 3.3 du chapitre (*inscrire ici le numéro de chapitre de projet de loi 76 de 1984*) des lois de 1984, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

« 4° établir les conditions d'obtention et de renouvellement du certificat de compétence, ainsi que les conditions qui y sont attachées et fixer les droits exigibles pour sa délivrance et son renouvellement; »;

2° par l'abrogation des paragraphes 6° et 8°;

3° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 9°, après le mot « permis », des mots « et du certificat »;

4° par l'addition, après le paragraphe 18°, des suivants:

« 19° déterminer d'autres cas où un cours de conduite peut être exigé;

20° établir, aux conditions qu'il détermine, des exemptions à l'obligation de suivre un cours de conduite;

21° déterminer le nombre maximum d'élèves par salle de cours utilisée par une école de conduite et établir des proportions minimales entre élèves, enseignants et véhicules pour les cours de conduite;

22° déterminer les dispositions d'un règlement concernant l'enseignement de la conduite d'un véhicule de promenade ou d'une motocyclette dont la violation constitue une infraction. ».

75. L'article 146 de ce code est modifié par l'insertion dans la deuxième ligne, après le mot « inanimé », des mots « , un animal pesant plus de 25 kg ».

76. L'article 148 de ce code est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« Lorsque l'assureur et, le cas échéant, la compagnie de chemin de fer savent qu'un agent de la paix a fait rapport à la Régie de l'accident, ils sont exemptés de l'obligation de faire eux-mêmes rapport. ».

77. L'article 150 de ce code est remplacé par le suivant:

« **150.** Un assureur et toute autre personne qui paie des dommages à la suite d'un accident, d'un vol ou de tout autre événement impliquant un véhicule routier, doit en faire rapport à la Régie. ».

78. L'article 152 de ce code est remplacé par le suivant:

« **152.** Lorsque la Régie est informée que des dommages pour un montant excédant 250 \$ ont été causés lors d'un accident et qu'il ne lui est pas démontré à sa satisfaction que le propriétaire d'un véhicule routier impliqué dans l'accident détenait au moment de l'accident un contrat d'assurance de responsabilité tel que requis par la Loi sur l'assurance automobile pour ce véhicule routier, sauf dans les cas où l'assurance de responsabilité n'est pas obligatoire en vertu de cette loi, elle suspend le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le droit d'obtenir un tel permis du propriétaire et du conducteur de ce véhicule routier, de même que l'immatriculation de tout véhicule routier immatriculé au nom de l'un ou de l'autre ainsi que leur droit d'obtenir une immatriculation.

Les sanctions prévues au premier alinéa ne doivent pas être imposées ou doivent être annulées lorsqu'il est démontré à la satisfaction de la Régie qu'au moment de l'accident, le véhicule routier non assuré était légalement stationné, en la possession d'un tiers l'ayant eu par vol ou l'ayant pris sans permission, ou en possession d'un tiers pour remisage, réparation ou transport, ou que seul ce véhicule routier ou les effets mobiliers qu'il contenait ont subi des dommages dans l'accident.

À l'égard du conducteur, les sanctions prévues au premier alinéa ne doivent pas être imposées ou doivent être annulées lorsqu'il est démontré à la satisfaction de la Régie qu'au moment de l'accident, il était propriétaire d'un véhicule routier pour lequel il détenait un contrat d'assurance de responsabilité tel que requis par la Loi sur l'assurance automobile. ».

79. Les articles 153 et 154 de ce code sont abrogés.

80. Les articles 155 et 156 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **155.** La Régie ne doit annuler une suspension imposée en vertu de l'article 152, que si la personne concernée lui fournit une garantie conforme à l'article 156 de satisfaire à tout jugement susceptible de découler de l'accident ou une preuve d'exonération, d'acquiescement ou d'entente de paiement par versements réguliers jugée satisfaisante à l'égard de toute réclamation découlant ou susceptible de découler de l'accident jusqu'à concurrence du montant applicable.

Sur réception d'un avis du créancier d'une entente visée dans le premier alinéa indiquant l'interruption des versements, la Régie doit remettre en vigueur toute suspension qu'elle a annulée à la suite de cette entente.

« **156.** La garantie de satisfaire à tout jugement découlant de l'accident doit être d'un montant jugé suffisant pour satisfaire à toute réclamation découlant ou susceptible de découler de l'accident, mais ne dépassant pas 35 000 \$ en outre des intérêts et des frais, déduction faite des dommages matériels à autrui au montant de 200 \$ ou, à partir du 1^{er} mars 1978 pour les accidents survenus à compter de cette date, ne dépassant pas le montant visé dans l'article 87 de la Loi sur l'assurance automobile.

Aux fins de l'application du présent article, la Régie peut, à tout moment, exiger un rapport de l'évaluation des dommages découlant de l'accident et déterminer sous quelle forme une garantie peut lui être fournie. ».

81. L'article 157 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « le titulaire visé », par les mots « la personne visée ».

82. L'article 158 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots et nombres « du rapport prévu à l'article 148, 149 ou 150 », par les mots « d'un avis à cet effet du créancier concerné ».

83. Les articles 159 et 160 de ce code sont respectivement modifiés par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « du permis ou de l'immatriculation ».

84. L'article 163 de ce code, modifié par l'article 52 du chapitre 59 des lois de 1982, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

« 1° prescrire les formalités d'une demande d'enregistrement ainsi que les formalités d'une demande d'immatriculation, de permis ou de leur renouvellement; »;

2° par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

« 5° établir les cas et les critères selon lesquels un permis est assorti d'une condition; »;

3° par le remplacement des paragraphes 8° à 12° par les suivants:

« 8° prescrire un guide médical et optométrique pour l'obtention d'un permis de conduire, d'un permis d'apprenti-conducteur, d'un certificat de compétence ou d'un permis d'enseignement;

9° fixer les droits exigibles pour la délivrance du certificat d'enregistrement, pour la délivrance ou le renouvellement du certificat

d'immatriculation et de la plaque d'immatriculation, pour le remplacement d'un certificat, d'un duplicata métallique, d'une plaque d'immatriculation ou d'une vignette endommagée, perdue ou volée et prévoir, aux conditions qu'elle détermine, la réduction de tels droits;

10° fixer les droits exigibles pour la délivrance, le renouvellement, l'échange ou le remplacement d'un permis;

11° fixer les droits exigibles pour l'admission à l'examen de compétence qu'elle établit;

12° déterminer l'endroit où doit être apposée une vignette qu'elle délivre;

13° prévoir les modalités de versement des droits qu'elle fixe par règlement;

14° fixer les conditions et les droits exigibles pour la délivrance et le renouvellement d'une licence de commerçant, de garagiste ou de recycleur ou d'un permis visé à l'article 124.12;

15° fixer la durée de validité d'une licence de commerçant, de garagiste ou de recycleur et déterminer les modalités de renouvellement de ces licences;

16° déterminer le type, la forme, les modalités et les conditions d'obtention du cautionnement ainsi que les conditions selon lesquelles il peut y être mis fin;

17° fixer, selon sa classe et sa catégorie, les droits exigibles pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'école de conduite ou d'un permis d'enseignement ainsi que les droits d'exploitation pour chaque salle de cours utilisée et le montant, la nature, l'objet, la durée et les modalités des cautionnements qui peuvent être exigés;

18° prévoir les renseignements que doivent conserver un commerçant, un garagiste, un recycleur ainsi qu'une personne qui détient un permis visé à l'article 124.12, pendant la période qu'elle détermine;

19° établir les critères et les conditions suivant lesquels elle reconnaît un véhicule routier comme pouvant être muni de feux jaunes fixes, clignotants ou pivotants;

20° déterminer les cas où un assureur ou toute autre personne qui paie des dommages à la suite d'un accident, d'un vol ou de tout autre événement impliquant un véhicule routier doit lui en faire rapport, la forme et le contenu de ce rapport, de même que le délai dans lequel il doit lui être transmis. ».

85. L'article 169 de ce code, modifié par l'article 53 du chapitre 59 des lois de 1982, est remplacé par le suivant:

« **169.** Une décision de la Régie rendue en vertu du paragraphe 4° de l'article 20, du paragraphe 3° de l'article 43, du paragraphe 1° de l'article 81, des paragraphes 1°, 2° ou 4° de l'article 81.1, de l'article 98, des paragraphes 1°, 2°, 4° ou 5° de l'article 98.1 ou des articles 103.1, 109, 109.1, 115, 120, 124.4 ou 124.5, de même qu'une décision visée au paragraphe 2° de l'article 180, doit être motivée et rendue par écrit.

La Régie transmet une copie de cette décision à la personne intéressée, par courrier recommandé, poste certifiée ou tout autre mode de transmission de document permettant de s'assurer de son expédition. ».

86. L'article 170 de ce code est remplacé par le suivant:

« **170.** Une suspension ou une révocation prend effet 15 jours après l'envoi de l'avis de suspension ou de révocation.

Toutefois, la suspension d'un certificat d'immatriculation imposée en vertu du paragraphe 3° de l'article 43 prend effet immédiatement. ».

87. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 173, de la section suivante:

« SECTION II.1

« DISPOSITION PARTICULIÈRE

« **173.1** Pour démontrer qu'elle peut conduire sans danger pour la sécurité un véhicule routier correspondant au permis qu'elle demande ou dont elle est titulaire, une personne doit établir, à la satisfaction de la Régie, les éléments suivants:

1° elle possède une expérience suffisante dans la conduite d'un véhicule routier correspondant au permis qu'elle demande;

2° elle respecte assidûment toute forme de traitement médical ou paramédical qui lui a été prescrite par un médecin ou un optométriste;

3° selon un rapport circonstancié d'un optométriste, d'un médecin de la spécialité que la Régie peut déterminer ou d'un optométriste ou d'un médecin qu'elle a désigné nommément, elle est apte à conduire sans danger pour la sécurité un véhicule routier correspondant au permis qu'elle demande ou dont elle est titulaire;

4° elle conduit prudemment sur les chemins publics. ».

88. L'article 178 de ce code est remplacé par le suivant:

« **178.** La Régie peut réviser sa décision de refuser de délivrer ou de renouveler un permis, une licence, un enregistrement ou une immatriculation, de les suspendre ou de suspendre le droit de les obtenir. ».

89. L'article 180 de ce code, modifié par l'article 55 du chapitre 59 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

« 1° d'une décision de la Régie rendue en vertu du paragraphe 4° de l'article 20, du paragraphe 3° de l'article 43, du paragraphe 1° de l'article 81, des paragraphes 1°, 2° ou 4° de l'article 81.1, de l'article 98, des paragraphes 1°, 2°, 4° ou 5° de l'article 98.1 ou des articles 103.1, 109, 109.1, 115, 120, 124.4 ou 124.5; ».

90. L'article 184 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Toutefois, le tribunal ne peut ordonner à la Régie de suspendre l'exécution d'une décision rendue en vertu des articles 109 ou 109.1. ».

91. L'article 195 de ce code est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

« 4° deux feux de position, jaunes ou blancs, placés de chaque côté à l'avant, à la même hauteur; »;

2° par l'addition, après le paragraphe 6°, des suivants:

« 7° deux feux rouges de position latérale, placés de chaque côté à l'arrière, à la même hauteur et deux feux jaunes de position latérale, placés de chaque côté à l'avant, à la même hauteur;

8° un feu de plaque, à l'arrière du véhicule, à l'endroit où est apposée la plaque d'immatriculation. ».

92. L'article 206 de ce code est remplacé par les suivants:

« **206.** Seuls le véhicule de service, le véhicule d'équipement, le véhicule utilisé pour le déneigement ou pour l'entretien des chemins, le véhicule visé à l'article 206.1 de même que le véhicule répondant aux critères établis par règlement de la Régie, peuvent être munis de feux jaunes fixes, clignotants ou pivotants.

« **206.1** Lorsqu'un véhicule routier doit être muni d'un feu jaune fixe, pivotant ou clignotant pour respecter les conditions de délivrance

d'un permis spécial de circulation, ce véhicule routier peut en être muni pour toute la durée du permis spécial de circulation. Ce feu doit être utilisé conformément aux conditions qui apparaissent au permis. ».

93. L'article 213 de ce code est modifié par le remplacement des paragraphes 4° et 5° par le suivant:

« 4° un réflecteur ambre fixé aux rayons de la roue avant et un réflecteur rouge fixé aux rayons de la roue arrière qui peuvent être remplacés par des pneus à flancs réfléchissants. ».

94. Les articles 217, 218 et 219 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **217.** Les phares, les feux et les réflecteurs visés dans la présente section doivent être conformes aux normes prescrites par règlement du gouvernement, visibles d'une distance d'au moins 150 m et tenus constamment en bon état de fonctionnement.

Sur un chemin public, les phares, feux et réflecteurs visés dans la présente section doivent être dégagés de la neige, de la glace, de la boue ou d'autres matières obstruantes de même nature.

Un agent de la paix peut exiger du conducteur d'un véhicule routier le nettoyage de ceux-ci lorsque l'état de saleté ou une matière obstruante visée au deuxième alinéa en diminue l'efficacité. Le conducteur doit se conformer à cette exigence.

« **218.** Aucun véhicule, à l'exception de ceux visés aux articles 205, 206 et 206.1, ne peut être muni de feux fixes, clignotants ou pivotants.

« **219.** Un agent de la paix est autorisé à confisquer aux frais du propriétaire du véhicule routier, pour ensuite le remettre à la Régie, un feu fixe, clignotant ou pivotant dont est muni ce véhicule routier contrairement au présent code.

Lorsqu'il confisque un tel feu, l'agent de la paix en délivre un reçu à la personne en possession du véhicule. ».

95. L'article 223 de ce code est remplacé par le suivant:

« **223.** Seul un véhicule d'urgence peut être muni d'une sirène ou d'un appareil produisant un son semblable. ».

96. L'article 225 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

«**225.** Un agent de la paix est autorisé à confisquer aux frais du propriétaire du véhicule routier, pour ensuite le remettre à la Régie, une sirène ou un appareil produisant un son semblable dont est muni ce véhicule routier contrairement au présent code.

Lorsqu'il confisque une sirène ou un tel appareil, l'agent de la paix en délivre un reçu à la personne en possession du véhicule. ».

97. L'article 227 de ce code est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « confisquer », des mots « , aux frais du propriétaire du véhicule routier. ».

98. Les articles 229, 230 et 231 de ce code sont remplacés par les suivants:

«**229.** Sur un chemin public, un véhicule automobile ou un ensemble de véhicules routiers doit être muni, à tout moment, d'au moins un système de freins de service permettant d'appliquer sur chaque roue portante une force de freinage suffisante pour immobiliser rapidement le véhicule en cas d'urgence et d'un système de freins de stationnement permettant de retenir le véhicule en charge.

«**230.** Une remorque ou une semi-remorque qui fait partie d'un ensemble de véhicules routiers et dont la masse, charge comprise, est de 1 300 kg ou plus doit être munie d'un système de freins indépendant permettant l'application d'une force de freinage sur chaque roue portante.

Toutefois, dans un ensemble de véhicules routiers, une remorque ou une semi-remorque dont la masse excède de 50 p. 100 et plus la masse du véhicule remorqueur doit être munie d'un système de freins indépendant permettant l'application d'une force de freinage sur chaque roue portante.

«**230.1** Une remorque ou une semi-remorque, autre que celles visées à l'article 230, circulant sur un chemin public et qui n'est pas équipée d'un système de freins indépendant pouvant immobiliser le véhicule en cas de séparation entre la remorque ou la semi-remorque et le véhicule remorqueur, doit être munie de chaînes, câbles ou tout autre dispositif de sûreté suffisamment solides et agencés de telle sorte que la remorque ou la semi-remorque et le véhicule remorqueur, advenant un bris dans les dispositifs d'attelage ou une de leurs parties composantes, demeurent reliées.

«**231.** Une motocyclette, un vélomoteur ou un cyclomoteur doit être muni d'au moins deux systèmes de freins agissant l'un sur la roue avant, l'autre sur la roue arrière et qui peuvent être actionnés indépendamment. Le système agissant sur la roue arrière peut également

agir sur la roue avant. Ces systèmes doivent être en bon état de fonctionnement et être suffisamment puissants pour immobiliser le véhicule rapidement en cas d'urgence et le retenir lorsqu'il est immobilisé. ».

99. L'article 233 de ce code est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « conforme » par le mot « conformes ».

100. L'article 243 de ce code est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « munis », des mots « , de chaque côté, ».

101. L'article 250 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **250.** À l'exception de la machinerie agricole qui à l'origine n'était pas équipée par le fabricant de garde-boue et d'un tracteur de ferme, un véhicule automobile ou un ensemble de véhicules routiers qui n'est pas équipé de garde-boue permanents doit, sur un chemin public, être muni de garde-boue mobiles, en caoutchouc, en cuir ou en toute autre matière résistante. ».

102. L'article 251 de ce code est remplacé par le suivant :

« **251.** L'extrémité inférieure des garde-boue mobiles ne doit pas être à une distance de plus de 350 mm du sol calculée lorsque le véhicule n'est pas chargé; la largeur des garde-boue doit être au moins égale à la largeur de la semelle du pneu. ».

103. L'article 252 de ce code, modifié par l'article 98 du chapitre 46 des lois de 1983, est remplacé par le suivant :

« **252.** Aux fins de la présente section, un véhicule de promenade est un véhicule automobile servant principalement au transport, sans considération pécuniaire, d'au plus 10 personnes à la fois et inclut ce véhicule lorsqu'il est loué, ainsi qu'un taxi.

Est également considéré comme véhicule de promenade, un véhicule de commerce privé, un véhicule de commerce public, un véhicule d'équipement, qui ne sont pas de type camion ou de type autobus, lorsque ces véhicules routiers sont utilisés à des fins personnelles.

N'est pas considéré comme véhicule de promenade un véhicule de police. ».

104. Les articles 261 à 264 de ce code sont remplacés par les suivants :

«**261.** Une personne qui délivre un certificat de conformité mécanique ou un rapport de vérification mécanique doit, sans délai, en transmettre copie à la Régie.

«**262.** Une personne qui délivre un rapport de vérification mécanique attestant qu'un véhicule routier n'est pas conforme au présent code, doit indiquer si ce véhicule présente des défauts mineurs ou majeurs. Elle doit sans délai en aviser le propriétaire.

«**263.** Lorsque le rapport de vérification mécanique indique qu'un véhicule routier présente des défauts mineurs, le propriétaire ou le conducteur de ce véhicule peut le remettre en circulation pour une période d'au plus 48 heures à compter de la délivrance du rapport de vérification mécanique, afin de faire effectuer les réparations aux défauts constatés. À l'expiration de ce délai, le propriétaire ou conducteur du véhicule routier ne peut le remettre en circulation que si la preuve est faite, à la satisfaction de la Régie ou d'un agent de la paix, qu'il est conforme au présent code.

Lorsque le rapport de vérification mécanique indique qu'un véhicule routier présente des défauts majeurs, le propriétaire ou le conducteur de ce véhicule ne peut le remettre en circulation que si la preuve est faite, à la satisfaction de la Régie ou d'un agent de la paix, que le véhicule est conforme au présent code.

Un agent de la paix est autorisé à remiser ou à faire remiser aux frais du propriétaire un véhicule qui a été remis en circulation en contravention du premier ou deuxième alinéa jusqu'à ce que preuve soit faite, à la satisfaction de la Régie ou d'un agent de la paix, que ce véhicule est conforme au présent code.

«**264.** À la suite de la vérification mécanique d'un véhicule routier, la Régie délivre un certificat de conformité mécanique ou un rapport de vérification mécanique.

La Régie peut, aux conditions qu'elle détermine, nommer des personnes autorisées à délivrer, pour son compte, des certificats de conformité mécanique et des rapports de vérification mécanique pour une ou plusieurs catégories ou sous-catégories de véhicules routiers prescrites par règlement du gouvernement.

Un mécanicien qui possède les qualifications et qui répond aux conditions prescrites par règlement du gouvernement peut délivrer des certificats de conformité mécanique et des rapports de vérification mécanique pour les catégories ou sous-catégories de véhicules routiers non prescrites au deuxième alinéa.

«**264.1** Une personne désignée par la Régie peut pénétrer à toute heure raisonnable dans l'établissement d'une personne qui délivre des

certificats de conformité mécanique et des rapports de vérification mécanique selon l'article 264.

La personne désignée a alors accès à tous les livres, registres et dossiers relatifs à la vérification mécanique des véhicules routiers et à la délivrance des certificats de conformité mécanique et des rapports de vérification mécanique. La personne qui en a la garde, la possession ou le contrôle doit lui en donner communication et lui en faciliter l'examen.

La personne désignée peut faire l'essai des équipements et prendre des photographies des lieux où sont effectuées les vérifications mécaniques des véhicules routiers et la délivrance des certificats de conformité mécanique et des rapports de vérification mécanique.

«**264.2** Lorsqu'une personne désignée par la Régie constate qu'une personne qui délivre des certificats de conformité mécanique et des rapports de vérification mécanique en vertu de l'article 264 ne répond plus à une des conditions pour délivrer ces certificats ou ces rapports, néglige ou omet de se conformer à l'article 261, la Régie peut donner un avis de correction ordonnant à cette personne de se conformer, dans le délai qu'elle prescrit, aux conditions déterminées par la Régie, par règlement du gouvernement ou à l'article 261.

«**264.3** La Régie peut suspendre le pouvoir de délivrer des certificats de conformité mécanique et des rapports de vérification mécanique d'une personne qui fait l'objet d'un avis de correction en vertu de l'article 264.2.

La Régie révoque le pouvoir d'une personne de délivrer des certificats de conformité mécanique et des rapports de vérification mécanique lorsque cette personne ne répond plus aux conditions déterminées par la Régie ou par règlement du gouvernement pour délivrer ces documents, lorsque cette personne fait défaut de se conformer, dans le délai imparti, à l'avis de correction prévu à l'article 264.2.

«**264.4** Une décision de la Régie rendue à l'égard d'un mécanicien visé au troisième alinéa de l'article 264, doit être motivée et rendue par écrit.

La Régie transmet une copie de cette décision au mécanicien, par courrier recommandé, par poste certifiée ou par tout autre mode de transmission de document permettant de s'assurer de son expédition.

Malgré l'article 170, une suspension ou une révocation imposée en vertu de l'article 264.3 prend effet immédiatement.

La Régie peut réviser une décision rendue en vertu du premier alinéa. ».

105. L'article 265 de ce code est modifié par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « certificat », des mots « de conformité mécanique ou un rapport ».

106. L'article 267 de ce code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Le conducteur d'un véhicule automobile qui contrevient aux deuxième ou troisième alinéas de l'article 217 ou aux premier, quatrième ou cinquième alinéas de l'article 245 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 10 \$ à 25 \$ ».

107. Les articles 268 à 271 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **268.** Le propriétaire d'un véhicule qui n'est pas conforme aux exigences de l'un des articles 195 à 201, 208, 209, 211, 215, 216, au premier alinéa de l'article 217, ou aux articles 234, 241 à 244, 247, 250 ou 251 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 25 \$ à 50 \$.

« **269.** Le propriétaire dont le véhicule n'est pas conforme aux exigences des articles 202, 233, 246 ou 254, du premier alinéa de l'article 203, ou quiconque contrevient aux articles 204 ou 224 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 25 \$ à 50 \$.

« **270.** Le propriétaire dont le véhicule n'est pas conforme aux exigences des articles 218, 220, 223, 229 à 231, 236, 248, ou quiconque contrevient aux articles 239 ou 253 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 50 \$ à 100 \$.

« **271.** Quiconque contrevient à l'un des articles 221, 234, 235, 237, 255, 256, 258, 260, 262, au premier alinéa de l'article 226 ou le propriétaire d'un véhicule automobile qui contrevient au deuxième ou au troisième alinéas de l'article 245 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 100 \$ à 200 \$ ».

108. L'article 273 de ce code, modifié par l'article 58 du chapitre 59 des lois de 1982 et par l'article 101 du chapitre 46 des lois de 1983, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

« 4° décréter, pour certaines catégories de véhicules routiers, l'obligation de les munir d'un panneau avertisseur et prescrire les normes de fabrication et d'installation de ce panneau; »;

2° par le remplacement des paragraphes 20° et 21° par les suivants:

« 20° établir la forme, le contenu, les conditions, les modalités et les frais de délivrance du certificat de conformité mécanique et du rapport de vérification mécanique d'un véhicule routier;

« 21° déterminer les catégories ou les sous-catégories de véhicules routiers pour lesquelles la Régie peut nommer des personnes pour délivrer, pour son compte, des certificats de conformité mécanique et des rapports de vérification mécanique; »;

3° par l'addition, après le paragraphe 22°, des suivants:

« 23° déterminer les qualifications et les conditions auxquelles un mécanicien doit se conformer pour effectuer la vérification mécanique d'un véhicule routier;

24° déterminer les déficiences mineures ou majeures pouvant affecter un véhicule routier;

25° prévoir, aux conditions qu'il détermine, des cas d'exemption de l'application de certaines dispositions du présent chapitre pour un véhicule routier. ».

109. L'article 277 de ce code est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « un passager âgé de plus de cinq ans et moins de seize ans » par les mots « un passager âgé de 5 ans ou plus, mais de moins de 16 ans ».

110. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 279, du suivant:

« **279.1** Sur une chaussée à deux voies ou plus de circulation dans les deux sens, tout véhicule routier doit être conduit sur la voie d'extrême droite.

Toutefois, le véhicule routier peut être conduit sur une autre voie du sens où il circule pour dépasser un autre véhicule, pour effectuer un virage à gauche ou lorsque la voie d'extrême droite est obstruée ou fermée à la circulation.

Dans le cas où toutes les voies du sens où le véhicule est conduit sont obstruées ou fermées à la circulation, le véhicule routier peut être conduit sur la voie la plus proche en sens inverse qui n'est pas obstruée ou fermée à la circulation et, dans ce cas, le conducteur doit céder le passage à tout véhicule qui circule sur cette voie en sens inverse. ».

111. L'article 305 de ce code est remplacé par le suivant:

« **305.** Nul ne peut porter un baladeur alors qu'il conduit un véhicule routier ou une bicyclette sur un chemin public.

Nul ne peut porter des écouteurs qui servent à l'écoute individuelle de sons alors qu'il conduit un véhicule routier ou une bicyclette sur un chemin public, à moins qu'il ne démontre que ces écouteurs ne l'empêchent pas d'entendre les bruits de la circulation environnante. ».

112. L'article 315 de ce code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Le responsable de l'entretien peut enlever toute signalisation installée en contravention du présent article. ».

113. L'article 317 de ce code est remplacé par le suivant:

« **317.** La signalisation installée sur un chemin doit être conforme aux normes prescrites par le ministre des Transports qui peut également prescrire la façon dont elle doit être installée.

Il peut enlever toute signalisation qui n'est pas conforme aux normes prescrites.

Les prescriptions du ministre sont publiées à la *Gazette officielle du Québec*. ».

114. Les articles 321 à 323 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **321.** Nul ne peut installer sur un chemin public un signal, une affiche, une indication ou un dispositif, sans l'autorisation de la personne responsable de l'entretien de ce chemin. Celle-ci peut enlever aux frais du contrevenant les objets qui sont installés sur un chemin public sans son autorisation.

« **322.** Nul ne peut placer, maintenir ou exhiber sur une propriété privée, un signal, une affiche, une indication ou un dispositif qui empiète sur un chemin public ou qui est susceptible de créer de la confusion ou de faire obstruction à une signalisation installée sur un chemin public.

La personne responsable de l'entretien du chemin public peut, après l'expiration d'un avis de 48 heures indiquant au propriétaire de la propriété privée d'enlever tout signal, affiche, indication ou dispositif placé, maintenu ou exhibé en contravention du premier alinéa, pénétrer sur cette propriété et enlever ces objets aux frais du contrevenant.

« **323.** La signalisation installée sur un chemin privé ouvert à la circulation publique des véhicules routiers doit être conforme aux prescriptions du ministre des Transports pour les chemins publics.

À l'expiration du délai de 48 heures indiqué dans un avis à cet effet, le contrevenant doit enlever ou faire enlever une signalisation

déroatoire; à défaut, le ministre ou la municipalité peut l'enlever ou la faire enlever aux frais du contrevenant. ».

115. L'article 326 de ce code est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot «et» par le mot «ou».

116. L'article 339 de ce code est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot «dangereuses», des mots «ou qui transporte de telles matières».

117. L'article 349 de ce code est remplacé par le suivant:

«**349.** Le conducteur d'un véhicule routier peut franchir une ligne visée à l'article 348, dans la mesure où cette manoeuvre peut être effectuée sans risque, si la voie est obstruée ou fermée à la circulation ou pour dépasser une machinerie agricole, un tracteur de ferme, un véhicule à traction animale, une bicyclette, un piéton ou un véhicule routier muni d'un panneau avertisseur prescrit par règlement du gouvernement. ».

118. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 364, du suivant:

«**364.1** Nul ne peut immobiliser ou stationner un véhicule routier sur un chemin public déterminé par règlement du gouvernement. ».

119. L'article 369 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 15° par le suivant:

«15° aux endroits où le dépassement est prohibé lorsque le véhicule empêche un autre véhicule de circuler normalement dans une voie de circulation du sens où il circule; ».

120. L'article 372 de ce code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«La personne responsable de l'entretien d'un chemin public peut y réserver des espaces de stationnement aux personnes handicapées. ».

121. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 372, du suivant:

«**372.1** Nul ne peut immobiliser ou stationner un véhicule dans un espace de stationnement réservé aux personnes handicapées à moins qu'il ne détienne un permis de stationnement délivré en vertu de l'article 512.4 ou qu'il ne conduise un véhicule dans lequel le titulaire d'un tel permis prend place et que ce permis ne soit fixé au pare-soleil abaissé du côté du conducteur de manière à être facilement lu de l'extérieur. ».

122. L'article 373 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **373.** Toute vitesse ou toute action susceptible de mettre en péril la sécurité, la vie ou la propriété est prohibée sur tous les chemins. ».

123. L'article 402 de ce code est remplacé par le suivant:

« **402.** Sous réserve des articles 403 et 404, le conducteur d'un véhicule d'urgence est exempt des obligations imposées par les articles 325 à 328, 333, 334, 337, 345, 347, 348, 364 à 366, 369, 370 et par le deuxième alinéa de l'article 373. ».

124. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 404, de ce qui suit:

« § 3.1.— *Véhicules pouvant être munis de feux jaunes fixes, pivotants ou clignotants*

« **404.1** Le conducteur d'un véhicule routier pouvant être muni de feux jaunes fixes, pivotants ou clignotants ne doit actionner les signaux lumineux que dans l'exercice de ses fonctions et que si les circonstances l'exigent. ».

125. L'article 405 de ce code est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° « charge par essieu »: la masse qui est mesurée sous les roues d'un essieu ou des essieux compris dans une catégorie établie par règlement du gouvernement et qui provient de la répartition sur ces roues de la masse d'un véhicule routier ou d'un ensemble de véhicules routiers y compris ses accessoires, son équipement et son chargement; cette masse peut être déterminée par la somme des unités de masse mesurées sous une des roues de chaque côté de l'essieu ou des essieux compris dans une catégorie; »;

2° par l'abrogation du paragraphe 4°.

126. L'article 406 de ce code est remplacé par le suivant:

« **406.** Le ministre des Transports peut, par arrêté, déterminer les périodes de dégel ou de pluie et les endroits affectés par cet arrêté. ».

127. L'article 408 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « autoriser la circulation de » par les mots « laisser circuler ».

128. Les articles 409 et 410 de ce code sont abrogés.

129. L'article 411 de ce code est modifié par la suppression, dans la première ligne, des mots «ou un permis d'escorter».

130. L'article 422 de ce code est remplacé par le suivant:

«**422.** Nul ne peut conduire ou laisser conduire un véhicule routier ou un ensemble de véhicules routiers qui est muni d'un équipement ou qui transporte un chargement excédant la longueur du véhicule ou de l'ensemble de véhicules de plus d'un mètre à l'avant ou de deux mètres à l'arrière, à moins qu'il ne soit titulaire ou en possession d'un permis spécial délivré à cette fin. ».

131. L'article 423 de ce code est modifié par l'insertion, dans la première ligne, après les mots «d'un chargement», des mots «ou d'un équipement».

132. L'article 429 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le gouvernement peut, par règlement, prévoir des conditions permettant de faire traverser un chemin public à des animaux de ferme sans avoir à se conformer au premier alinéa. ».

133. L'article 433 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Toutefois, le ministre des Transports peut, par arrêté publié à la *Gazette officielle du Québec*, autoriser aux conditions et pour la période qu'il détermine, l'utilisation de certains types d'antidérapants pour certaines catégories ou sous-catégories de véhicules routiers. ».

134. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 436, du suivant:

«**436.1** Le ministre des Transports peut, pour la totalité ou une partie d'un chemin qu'il entretient et par une signalisation appropriée, interdire la circulation des véhicules routiers dont la masse ou la dimension excède celle qu'elle indique.

Nul ne peut circuler sur ce chemin ou sur cette partie de chemin si la masse ou la dimension de son véhicule excède celle indiquée. ».

135. L'article 449 de ce code est remplacé par le suivant:

«**449.** La personne responsable de l'entretien d'un chemin à accès limité peut interdire aux piétons, au moyen d'une signalisation appropriée, l'accès à ce chemin et à ses voies d'entrée ou de sortie. ».

136. L'article 454 de ce code est modifié par l'addition des alinéas suivants:

« Une personne qui détient un certificat médical prévu au premier alinéa doit en transmettre une copie à la Régie dans les plus brefs délais.

Ce certificat médical doit être selon la forme et la teneur déterminées par la Régie. ».

137. L'article 458 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **458.** Sur un chemin public, nul ne peut consommer des boissons alcoolisées à l'intérieur d'un véhicule routier. ».

138. L'article 469 de ce code est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le nombre « 369 », du nombre « , 372.1 ».

139. Les articles 470 et 471 de ce code sont remplacés par les suivants:

« **470.** Quiconque contrevient à l'un des articles 275, 279, 283, 287, 289 à 291, 293, 297, 299, 325 à 334, 337, 344, 345, 374, 378, 403, 404, 426, 430, 431, 436, au premier alinéa de l'un des articles 321, 322, 433, 437 et 438 ou au deuxième alinéa de l'article 436.1 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 50 \$ à 100 \$.

« **471.** Quiconque contrevient à l'un des articles 302, 306 à 308, 339, 341, 342, 346 à 348, 387, 418, 419, 421 à 423 ou au premier alinéa de l'article 458 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 100 \$ à 200 \$. ».

140. L'article 477 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

« 1° déterminer les chemins publics ou parties de chemins publics sur lesquels il est interdit d'immobiliser ou de stationner un véhicule routier; ».

141. L'article 478 de ce code est modifié:

1° par l'abrogation du paragraphe 1°;

2° par le remplacement des paragraphes 3° et 4° par les suivants:

« 3° établir, pour les catégories de véhicules routiers et d'ensembles de véhicules routiers ou pour les catégories d'essieux, les normes de:

a) charge par essieu des véhicules routiers et des ensembles de véhicules routiers;

b) masse totale en charge des véhicules routiers et des ensembles de véhicules routiers; et

c) dimensions, en longueur, largeur et hauteur, des véhicules routiers et des ensembles de véhicules avec ou sans chargement;

«3.1° déterminer, pour les chemins publics qu'il indique, des normes différentes de celles établies en vertu du paragraphe 3°;

«4° en période de dégel ou de pluie, déterminer des normes différentes de celles établies en vertu des paragraphes 3° et 3.1° et réduire la limite de vitesse;»;

3° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 7°, du mot «permis» par les mots «permis spécial»;

4° par l'abrogation du paragraphe 8°;

5° par le remplacement dans la première ligne du paragraphe 9°, du mot «permis» par les mots «permis spécial».

142. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 478, du suivant:

«**478.1** Le ministre des Transports peut, lorsqu'il estime que des circonstances exceptionnelles le justifient et après consultation de la Régie, délivrer un permis spécial autorisant la circulation d'un véhicule ou d'un ensemble de véhicules routiers, lorsque le requérant ne peut satisfaire aux exigences d'un règlement adopté en vertu des paragraphes 7° ou 9° de l'article 478.

Lorsque le ministre accorde ce permis, il fixe les conditions qui y sont afférentes, les droits exigibles, le montant et la forme de cautionnement qui garantit le paiement de tout dommage que l'utilisation de ce véhicule ou cet ensemble de véhicules est susceptible de causer à un chemin public.».

143. L'article 482 de ce code est remplacé par le suivant:

«**482.** Lorsqu'une personne commet une infraction aux articles 32, 87 ou 89, l'agent de la paix peut lui délivrer un avis lui enjoignant de fournir dans un délai de 48 heures la preuve qu'il était titulaire d'un document requis au moment où l'infraction a été constatée.

L'agent de la paix peut délivrer au titulaire d'un document visé au deuxième alinéa de l'article 87 un avis lui enjoignant de remplacer

un tel document s'il est illisible ou qu'une partie est manquante et de lui fournir dans un délai de 48 heures la preuve qu'il a effectué le remplacement requis.

À défaut pour le contrevenant de fournir une telle preuve à un agent de la paix dans le délai, l'avis constitue un billet d'infraction à l'un ou l'autre de ces articles. ».

144. L'article 483 de ce code est modifié par le remplacement des trois premières lignes par les suivantes:

« **483.** Lorsqu'une personne commet une infraction aux articles 27 à 29, 31, 53, 195 à 203, 206, 208, 209, 211, 213 à 217, 220, 222, 229, 231 à 233, 236, 241 à 248, 250, 251 ou 254, l'agent de la paix peut lui délivrer un avis lui ».

145. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 483, du suivant:

« **483.1** L'agent de la paix peut remettre un avis indiquant le lieu et le délai dans lequel le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule routier doit soumettre son véhicule à la vérification mécanique prévue au premier alinéa de l'article 260. À défaut pour ce propriétaire ou ce conducteur de se conformer dans le délai, l'avis constitue un billet d'infraction. ».

146. L'article 486 de ce code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Un paiement est considéré comme ayant été effectué dès qu'a été reçu par le poursuivant ou par une autre personne qu'il désigne une somme d'argent appropriée en espèces ou par tout autre mode de paiement. ».

147. L'article 489 de ce code est modifié par l'addition, à la fin, de la phrase suivante: « Cet avis doit être fait dans la forme et la teneur que détermine la Régie. ».

148. L'article 490 de ce code est remplacé par le suivant:

« **490.** Tout document émanant de la Régie et faisant état d'un paiement ou d'une condamnation à l'égard d'une personne fait foi de son contenu, sauf preuve contraire. ».

149. L'article 491 de ce code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«L'omission de la mention du nombre de points d'inaptitude qu'entraîne une condamnation dans un billet d'infraction ou un avis préalable, ou une erreur quant à une telle mention, n'empêche pas la Régie d'inscrire au dossier de la personne concernée le nombre de points d'inaptitude approprié. Le retard dans la transmission d'un avis prévu aux articles 487 et 488 n'empêche pas la Régie de rendre les décisions appropriées. ».

150. L'article 501 de ce code est remplacé par le suivant:

«**501.** Lorsque le présent code prescrit l'obligation de détenir un certificat, un permis ou une licence, il incombe au défendeur de démontrer qu'il en est titulaire. ».

151. L'article 504 de ce code est abrogé.

152. L'article 512 de ce code, modifié par l'article 98 du chapitre 46 des lois de 1983, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 11°, du suivant:

«12° prescrire les conditions d'obtention, de renouvellement et de révocation d'un permis de stationnement pour personnes handicapées. ».

153. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 512, des suivants:

«**512.1** Une personne handicapée qu'elle soit ou non propriétaire d'un véhicule automobile peut obtenir un permis de stationnement visé au paragraphe 12° de l'article 512.

«**512.2** Le permis de stationnement pour personnes handicapées autorise son titulaire ou le conducteur du véhicule dans lequel un tel titulaire prend place à stationner un véhicule dans tout espace de stationnement réservé aux personnes handicapées situé à l'intérieur du Québec ainsi qu'à l'extérieur du Québec dans le cadre d'un accord conclu conformément à l'article 554.

«**512.3** Le permis de stationnement pour personnes handicapées doit indiquer le nom de la municipalité et la période pour laquelle il est délivré.

Il doit aussi porter un numéro, la mention « permis de stationnement pour personne handicapée » et le symbole international d'accessibilité.

«**512.4** Le permis de stationnement pour personnes handicapées est délivré par une municipalité.

Toutefois, une municipalité peut, par règlement, conclure une entente avec toute personne ou tout organisme pour l'autoriser à délivrer en son nom le permis de stationnement.

La personne ou l'organisme avec lequel la municipalité conclut une entente ainsi que ses employés sont réputés être des fonctionnaires ou employés de la municipalité à cette fin. ».

154. L'article 517 de ce code est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « de conduire ou de permis d'apprenti-conducteur ».

155. Les articles 521 et 522 de ce code sont remplacés par le suivant:

« **521.** La Régie désigne un secrétaire pour la représenter auprès du comité consultatif médical et optométrique; au cas d'absence ou d'incapacité du secrétaire, la Régie lui désigne un remplaçant.

Le comité se réunit sur convocation du secrétaire ou de son remplaçant, lequel convoque le membre ou les membres du comité qu'il détermine. ».

156. L'article 523 de ce code est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, du mot « seize » par le nombre « 14 ».

157. L'article 524 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) suspendre, refuser de délivrer ou de renouveler le permis de conduire, le permis d'apprenti-conducteur ou le certificat de compétence, ou en modifier les conditions; ou ».

158. L'article 526 de ce code est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « fonctionnaire » par les mots « secrétaire ou remplaçant de ce dernier ».

159. L'article 554 de ce code est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « tout non-résident » par les mots « toute personne dont la résidence principale est située hors du Québec »;

2° par l'addition, à la fin, du suivant:

« Ce règlement n'est pas soumis aux exigences de l'article 563. ».

160. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 556, du suivant:

«**556.1** Un agent de la paix est autorisé à confisquer, pour ensuite le remettre à la Régie, une plaque factice ou un permis factice.

Aux fins du premier alinéa, une plaque factice est celle définie au deuxième alinéa de l'article 57 et un permis factice est un permis qui n'a pas été délivré par la Régie ou qui a été délivré à une autre personne que celle qui l'utilise pour conduire un véhicule routier. ».

161. L'article 557 de ce code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« La Régie dispose, par vente publique ou par destruction, des objets confisqués, après l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la date de la confiscation à moins qu'une demande de revendication soit adressée à la Régie en vertu du deuxième alinéa. Dans ce cas, la Régie dispose de l'objet confisqué en tout temps après sa décision de refuser la remise de l'objet confisqué. ».

162. L'article 560 de ce code est remplacé par le suivant:

«**560.** Quiconque est tenu, en vertu du présent code, de faire un rapport, de donner un avis ou de fournir un renseignement à la Régie et refuse ou néglige de le faire dans le délai prescrit commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 100 \$ à 200 \$, à moins qu'une autre peine soit prévue au présent code. ».

163. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 560, du suivant:

«**560.1** Quiconque fait, permet ou tolère que soit faite une utilisation frauduleuse d'un document délivré par la Régie commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 200 \$ à 500 \$. ».

164. L'article 567 de ce code est remplacé par le suivant:

«**567.** Le présent code remplace le Code de la route (L.R.Q., chapitre C-24). ».

165. L'article 1 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25) est modifié par le remplacement du paragraphe 16 par le suivant:

« 16. «**garagiste**»: le titulaire d'une licence de garagiste délivrée en vertu du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1); ».

166. L'article 195 de cette loi, modifié par l'article 36 du chapitre 59 des lois de 1982, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe *t*, du suivant:

«*u*) prévoir des modalités de versement pour le paiement du montant fixé en vertu de l'article 151.».

167. L'article 156 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1) est modifié par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

«*h*) le fait qu'un certificat de conformité mécanique délivré en vertu du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1), sera remis à l'acheteur lors de la signature du contrat;».

168. L'article 158 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) le numéro de la licence délivrée au commerçant en vertu du Code de la sécurité routière;».

169. L'article 322 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**322.** Lorsqu'un commerçant n'est pas titulaire du permis exigé par la présente loi ou, le cas échéant, de la licence exigée par le Code de la sécurité routière, le consommateur peut demander la nullité du contrat.».

170. L'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre R-4), modifié par l'article 62 du chapitre 59 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) d'appliquer le Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1) relativement à l'enregistrement et à l'immatriculation des véhicules routiers et à la délivrance des permis et des licences;».

171. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du suivant:

«**15.1** Dans toute instance, le tribunal peut accepter, pour tenir lieu de témoignage d'un officier, d'un fonctionnaire ou d'un employé de la Régie, un rapport fait sous sa signature, pour fournir des renseignements relativement à toute loi que la Régie a pour fonction d'appliquer en tout ou en partie.

Toutefois, une partie à l'instance peut en requérir la présence à l'audition et le tribunal, s'il est d'avis que la simple production du rapport

eût été suffisante, peut condamner cette personne à des frais additionnels dont il fixe le montant. ».

172. L'article 45.6 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1) est remplacé par le suivant:

« **45.6** Si, dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi, la preuve qu'une personne est propriétaire enregistré ou immatriculé d'un véhicule automobile est requise, une copie du certificat d'enregistrement ou d'immatriculation de ce véhicule ou un extrait dûment certifié est admissible en preuve. ».

173. Les articles 42 à 46 de la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives (1982, chapitre 59) sont abrogés.

174. L'article 524 de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102), modifié par l'article 55 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 20 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 24 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, l'article 7 du chapitre 90 des lois de 1968, l'article 1 du chapitre 91 des lois de 1968, l'article 21 du chapitre 96 des lois de 1971, l'article 4 du chapitre 76 des lois de 1972, l'article 58 du chapitre 77 des lois de 1973, l'article 48 du chapitre 77 des lois de 1977, l'article 82 du chapitre 7 des lois de 1978, l'article 10 du chapitre 40 des lois de 1980 et l'article 21 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe *f* du paragraphe 2^o par le suivant:

« *f*) réglementer le stationnement des véhicules utilisés par les personnes handicapées titulaires d'un permis de stationnement délivré en vertu de l'article 512.4 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1). ».

175. L'article 545 de la Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95), modifié par l'article 17 du chapitre 97 des lois de 1974, l'article 85 du chapitre 7 des lois de 1978 et l'article 40 du chapitre 42 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« Elle peut réglementer le stationnement des véhicules utilisés par les personnes handicapées titulaires d'un permis de stationnement délivré en vertu de l'article 512.4 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1). ».

176. Un règlement adopté en vertu d'une disposition remplacée par l'article 174 ou 175 demeure en vigueur jusqu'au (*inscrire la date qui suit d'un an celle de l'entrée en vigueur des articles 174 et 175*) à moins

qu'il ne soit remplacé par un règlement adopté en vertu d'une disposition édictée par la présente loi.

177. Aux fins de la mise en application des dispositions relatives à l'enregistrement prévues par la présente loi, le gouvernement peut, par règlement, déterminer, en fonction de l'identité du propriétaire et de la catégorie de véhicule routier, le délai à l'expiration duquel le propriétaire d'un véhicule routier possédé au Québec devra l'avoir enregistré; pendant ce délai, tant que son véhicule n'est pas enregistré, ce propriétaire est assujetti aux dispositions relatives à l'immatriculation prévues au Code de la sécurité routière tel qu'en vigueur le (*inscrire ici la date précédant celle de l'entrée en vigueur du présent article*).

178. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

179. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des articles exclus par cette proclamation, lesquels entreront en vigueur, en tout ou en partie, à toutes dates ultérieures fixées par proclamation du gouvernement.